

La Tanzanie ordonne la destruction des essais sur les modifications génétiques de Monsanto / Gates en raison de son utilisation illégale à des fins de propagande en faveur de la modification génétique

Dar Es Salaam 23 novembre 2018

Les organisations de la société civile tanzanienne (OSC) se félicitent de la décision du Secrétaire Permanent du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et des Pêches, Mathew Mtigumwe, de mettre immédiatement un terme à tous les essais sur les OGM en cours le terrain dans le pays. Ils sont effectués sous les auspices du projet Maïs économe en eau pour l'Afrique (WEMA) qui inclut Monsanto, la Fondation Gates et des centres de recherche nationaux. Cette décision a depuis été vérifiée par le nouveau ministre de l'Agriculture, Japheth Hasunga, dans les derniers reportages des médias¹.

Dans un rapport publié par le ministère, le Secrétaire Permanent a ordonné, avec effet immédiat, la cessation de toutes les opérations d'essais sur le terrain et la destruction de tous « les restes » d'essais au centre Makutupora de Dodoma, où se déroulaient les essais. Cette décision a été prise après que le Tanzania Agriculture Research Institute (TARI) ait publié les résultats des essais sans l'autorisation nécessaire, en invitant certains membres du public, y compris le célèbre lobbyiste pro modification génétique (MG), Mark Lynas, à témoigner à quel point les cultures génétiquement modifiées étaient performantes. Le TARI a également accueilli une récente excursion sur le site de l'essai par le Comité parlementaire de l'alimentation et de l'agriculture.

L'accès non autorisé aux sites d'essais indique une collusion entre les lobbyistes des biotechnologies et les chercheurs de la MG payés par la Fondation Gates et d'autres. Le battage médiatique contraire à l'éthique des médias sociaux de Mark Lynas ²instrumentalise les petits exploitants agricoles de Tanzanie pour justifier l'introduction de cultures génétiquement modifiées dans le pays, affirmant que les Tanzaniens sont pauvres et ont faim. Les déclarations des scientifiques pro-MG n'ont pas encore été corroborées par le ministère de l'Agriculture ou des institutions connexes telles que l'Institut tanzanien de certification des semences (TOSCI).

Les machines biotechnologiques en Tanzanie et ailleurs ont soutenu une campagne médiatique bien financée visant à diffuser de la propagande en faveur des OGM et à promouvoir l'adoption de maïs génétiquement modifié dans le pays, malgré les avantages discutables pour les petits exploitants. Ils ont toujours formulé des affirmations non fondées sur les variétés MG, notamment une tolérance supérieure à la sécheresse et une résistance au ver de l'armée. Dans un article de presse intitulé *Nouvelle tentative d'acceptation des semences OGM*³, les essais sur les OGM ont été salués comme un "succès" par le directeur général du TARI, affirmant que "les semences OGM sont une solution aux problèmes de longue date des invasions de parasites dans des fermes en Tanzanie".¹. Ces

¹ <https://www.thecitizen.co.tz/News/-Shock-as-government-bans-GMO-trials/1840340-4865040-jp3ji8z/index.html>

² https://twitter.com/mark_lynas/status/1051758791535017985

³ <https://www.ippmedia.com/en/news/new-push-pipeline-acceptance-gmo-seeds>

affirmations non corroborées⁴ portaient sur l'efficacité du trait Bt résistant aux insectes - MON 810 - qui avait été «donné» aux pays de la WEMA, bien qu'il ait été éliminé progressivement en Afrique du Sud en raison de la résistance massive et généralisée des insectes.

La décision récente des autorités sud-africaines en charge de la biosécurité de rejeter la demande de libération commerciale de Monsanto, MON 87460 x MON 89034 x NK 603, a été prise au motif que les données des essais sur le terrain n'ont pas démontré de manière suffisante l'efficacité présumée de la résistance génétiquement modifiée à la sécheresse et aux insectes. Le MON 87460 est actuellement testé sur le terrain au Kenya, en Ouganda et au Mozambique, où le projet WEMA est également actif. La décision de mettre fin aux essais est un autre coup dur porté au projet WEMA, suivi de si peu après la décision sud-africaine

Les organisations d'agriculteurs, y compris Mtandao wa Vikundi vya Wakulima Tanzania (MVIWATA), l'organisation nationale des petits agriculteurs, d'autres organisations de la société civile, des universitaires de l'Université de Dar es Salaam et des membres de la communauté scientifique et du public à l'intérieur et à l'extérieur⁵ du pays, ont ouvertement critiqué⁶ le projet WEMA et les essais sur la MG en Tanzanie. Dans une lettre récente⁷ à un journal local, MVIWATA a fermement affirmé que «les agriculteurs ont demandé à notre gouvernement de ne pas autoriser l'utilisation d'OGM dans le pays pour des raisons évidentes que ni les agriculteurs ni la nation ne doivent bénéficier des OGM».

Des organisations ont condamné les menaces des scientifiques locaux, rémunérés par la WEMA, d'inciter à de nouvelles révisions de la réglementation du pays en matière de biosécurité. Les révisions proposées ont pour objectif de passer des dispositions relatives à la responsabilité stricte aux dispositions relatives aux fautes afin de permettre la dissémination commerciale des cultures GM une fois les essais terminés. La responsabilité stricte signifie que quiconque introduit des OGM dans l'environnement est directement responsable légalement de tout dommage, préjudice ou perte causé. Les dispositions fondées sur la faute signifient que la faute ou la négligence de quiconque introduit un OGM devra d'abord être prouvée.

Selon Janet Maro de Sustainable Agriculture Tanzania (SAT), *«la décision du Secrétaire Permanent intervient à un moment critique où presque tous les médias publient la propagande en faveur de la biotechnologie sur le succès des essais sur le terrain sans disposer de données de recherche solides pour appuyer leurs revendications. Nous appelons le Secrétaire Permanent à encourager les chercheurs à mener des recherches centrées sur les agriculteurs afin de relever les défis urgents actuels et à explorer l'utilisation de solutions disponibles localement pour assurer la durabilité et une adoption plus large des pratiques et technologies recherchées localement.»*

Le Dr Richard Mbunda, militant pour la souveraineté alimentaire et conférencier du Département de science politique et d'administration publique de l'Université de Dar es Salaam, a également soutenu cette opinion, en écrivant récemment une lettre ouverte⁸ au Président dans laquelle il contestait le déploiement de la technologie MG dans le pays.

⁴ <https://www.acbio.org.za/en/wemas-bt-maize-fall-armyworm-africa-claims-are-unscientific-and-unsubstantiated>

⁵ <https://medium.com/@michaelneligwa/hii-ni-barua-ya-wazi-238e94f3ef41>

⁶ <https://acbio.org.za/en/mviwata-and-acb-opposing-application-field-trials-stacked-gm-maize-mon-87460-x-mon-810>

⁷ <http://www.mviwata.org/wp-content/uploads/2018/11/PDF-press-release.pdf>

⁸ <http://udadisi.blogspot.com/2018/10/barua-ya-wazi-kwa-rais-gmo-ni-sera-ya.html>

Sabrina Masinjila, responsable de la recherche et du plaidoyer au Centre africain pour la biodiversité, basée en Tanzanie, a déclaré: *«Nous espérons que cette décision aidera le gouvernement à repenser les investissements en matière de recherche agricole. Plutôt que de dépenser d'énormes quantités de ressources publiques rares sur des technologies génétiquement modifiées défaillantes et discréditées, nous devrions nous concentrer sur le renforcement des institutions de recherche existantes et soutenir la recherche participative des agriculteurs sur les systèmes semenciers visant à renforcer les semences, la nourriture et la souveraineté nationale. »*

Contacts:

Stephen Ruvuga, directeur exécutif de MVIWATA - saruvuga@yahoo.co.uk

Janet Maro, directrice générale - janet.maro@gmail.com

Sabrina Masinjila, responsable de la sensibilisation et du plaidoyer - sabrina@acbio.org.za

Notes aux rédacteurs :

Le projet WEMA est un partenariat public-privé coordonné par la Fondation africaine pour la technologie agricole (AATF), auquel participent le Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT), la multinationale de l'agroalimentaire Bayer-Monsanto et les systèmes de recherche nationaux au Kenya, au Mozambique, en Afrique du Sud, Tanzanie et plus récemment en Ethiopie. Il est en grande partie financé par les fondations Bill and Melinda Gates et Howard G. Buffet et l'USAID.